

publiques du ministre et du premier ministre sur cette force, à l'établissement de laquelle s'est voué le pays.

**L'hon. M. Martin (Essex-Est):** Mon très honorable ami voudrait-il me permettre de lui dire que j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt ce qu'il a dit. Je ne m'oppose à aucune de ses paroles. S'il y avait présentement aux Nations Unies la preuve qu'une force de police des Nations Unies pourrait être établie, le gouvernement appuierait certainement l'idée, mais, comme le sait mon honorable ami, à l'heure actuelle, l'atmosphère qui pourrait favoriser cette idée n'existe pas et nous avons tenté de la réaliser dans une sphère plus limitée.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Cette observation est très intéressante, car je veux maintenant me reporter à ce qu'a dit le ministre de la Défense nationale, lorsqu'il a parlé aujourd'hui, au sujet de la méthode appropriée. Il a dit:

Il semble donc que la solution la plus satisfaisante serait des forces bien équilibrées, largement entraînées, auxquelles on pourrait puiser au besoin.

Cela montre quelle est la scission entre les membres du gouvernement.

**L'hon. M. Martin:** Il n'y a pas de scission.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je me rends compte que l'honorable député trouve toujours difficile de voir que l'antithèse n'est pas la thèse. Je signale que le ministre a assez franchement admis que si les autres pays favorisaient la création d'une force semblable, le Canada se trouverait alors engagé avec eux dans la même voie, mais les autres pays ne seront pas de cet avis et ma demande antérieure, soit que le Parlement devrait avoir l'occasion d'examiner pleinement l'affaire, avant qu'une force semblable entre en vigueur, est donc superfluité.

J'ai voulu suivre l'ordre dans lequel le ministre a passé en revue les diverses questions. Sans texte préparé, mais en prévoyant ce qui pourrait être tenu pour important, je me suis efforcé de faire connaître à la Chambre de la façon la plus objective possible les vues de l'opposition. Nous voulons avec le gouvernement—aucun parti n'a de monopole à cet égard—que le but, la volonté et la considération primordiale de tous (il ne saurait en être autrement) soient la paix dans la justice, un monde respectueux de la loi, un monde où chaque pays se considérera comme le gardien de tous les autres.

Dans les affaires extérieures, nous tâchons toujours de maintenir une unité essentielle. Celle-ci sera maintenue par l'opposition chaque fois que des questions concernant les affaires extérieures seront soulevées à la

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Chambre. Cependant, quand on considère que, pendant trois longues années et en butte au ridicule le plus méprisant, l'honorable Howard Green s'est donné comme objectif de mettre fin aux essais nucléaires, à titre de mesure préalable au désarmement général, je suis certain que personne ne s'opposera à ce que je dis: en dépit du résultat des élections, il a la satisfaction de savoir que ses réalisations ont dépassé ses espérances.

**M. Brewin:** Monsieur le président, les membres de notre parti se félicitent de l'occasion que leur offre la présentation des crédits budgétaires du ministère, car ils peuvent intervenir dans la discussion d'ensemble qui porte sur le rôle du Canada dans les affaires internationales. Je voudrais me joindre à ceux qui ont félicité le ministre (qui semble avoir quitté provisoirement cette assemblée) quant à son tour d'horizon magistral des affaires internationales. Toutefois, je confesse que c'est avec plaisir que j'aurai entendu des propos un peu plus précis sur le rôle et l'opinion du Canada, en ce qui concerne les problèmes concrets de caractère international. Je soupçonne que nombre de mes collègues partagent mon désir. Le discours du ministre m'a rappelé, monsieur le président, ce qu'on a décrit autrefois comme étant les deux vers les plus mauvais de toute la poésie anglaise. Ils ont pour auteur Samuel Johnson, dont l'un des poèmes débute par les deux lignes suivantes:

*Let observation with extensive view  
Survey mankind from China to Peru.*

Cela me semble en effet correspondre assez bien au discours du ministre. Ainsi, il nous a parlé avec éloquence des dangers de l'isolement pour un grand pays comme la Chine. Si je l'ai bien compris, il nous a dit qu'il était grand temps pour les pays occidentaux de reviser leurs relations avec la Chine. J'aurais souhaité que lui et le gouvernement aient eu le courage de proclamer la reconnaissance officielle du régime existant en Chine continentale, car, en somme, ce régime représente une réalité, qu'elle nous plaise ou non. Si le ministre l'avait fait, monsieur le président, il aurait insufflé de la vie à un discours farci de généralités.

Je vois que le ministre est de retour parmi nous. Ses observations sur l'OEA ont fourni un exemple parfait de son style inimitable. Le ministre nous a dit que les rapports du Canada avec l'OEA étaient à l'étude, mais qu'il ne fallait pas en tirer des conclusions sur l'accession éventuelle du Canada à cette organisation, et que, si on l'interrogeait sur ce point, sa réponse serait «peut-être bien que oui, peut-être bien que non.» Je vois là une illustration admirable du style habituel du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.